

## G

**GALOCHES.** — Voy. *Associations familiales*.

**GARD.** — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 11.

**GASCOGNE.** — Voy. *Forêts*, §§ 1<sup>er</sup>, 3, 4. — *Landes*, § 1<sup>er</sup>.

**GASCOGNE (Forêt de)**, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

**GAZ.** — Voy. *Nationalisations*, §§ 5, 6.

**GAZ ET ÉLECTRICITÉ (Personnel du)**, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (PRODUCTION INDUSTRIELLE).

**GÉRANTS.** Voy. *Impôts*, §§ 16, 17. — *Travail* (Réglementation du), § 3.

**GIBIER.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Bruyneel tendant à compléter la loi du 24 juillet 1937,

relative à la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1<sup>er</sup> août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n<sup>o</sup> 338; rapport le 28 août par M. Paumier, n<sup>o</sup> 596. Adoption sans débat le 12 septembre 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Proposition de loi n<sup>o</sup> 46.

Loi du 18 septembre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 19 septembre.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la délivrance de licences d'importation pour l'achat de gibier de repeuplement, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n<sup>o</sup> 445.

Il n'a pas été présenté de rapport.

**GRACE (Mesures de).** — Voy. *Amnistie*, § 2.

**GRADÉS.** — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 2.

**GRANDS.**

— infirmes. — Voy. *Assistance, assurance et prévoyance sociales*, § 1<sup>er</sup>.

— invalides de guerre. — Voy. *Pensions militaires*, § 15.

**GRASSE (Tribunal de).** — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 4, 6.

**GREFFIERS (Tarifs des).** — Voy. *Algérie*, § 20.

**GRÊLE.** — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 8. — *Code général des impôts directs*, § 1<sup>er</sup>.

**GUADELOUPE.** — Voy. *Élections*, § 22. — *Territoires d'outre-mer*, §§ 2, 15.

**GUERRE 1914-1918.** — Voy. *Anciens combattants*, § 6. — *Décorations*, § 14. — *Pensions et retraites*, § 22.

#### GUERRE DE 1939-1945.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser la restitution et le transfert, aux frais de l'Etat, des corps des victimes de la guerre et de l'occupation, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 7; rapport collectif le 26 septembre (3<sup>e</sup> séance) par M. Segelle, n° 1074 (voy. *ci-dessous*, §§ 2, 10, 12, 14 et 16).

§ 2. — Proposition de loi de M. Desjardins tendant à mettre à la charge de la nation les frais d'exhumation, de transfert et d'inhumation définitive des militaires décédés au cours de la guerre, des combattants des Forces françaises de l'intérieur, des victimes civiles de la guerre, des déportés et internés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 13;

rapport collectif le 26 septembre (3<sup>e</sup> séance) par M. Segelle, n° 1074 (voy. *ci-dessus*, § 1<sup>er</sup> et *ci-dessous*, §§ 10, 12, 14 et 16).

§ 3. — Proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des finances), n° 81.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. André Le Troquer et plusieurs de ses collègues ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 152; rapport le 8 août (2<sup>e</sup> séance) par M. Lussy, n° 407. Adoption le 29 août 1946 (1<sup>re</sup> séance). — Proposition de loi n° 30.

Loi du 31 août 1946, promulguée au *Journal officiel* le 1<sup>er</sup> septembre.

**DISCUSSION** [29 août 1946] (A., p. 3389); Sont entendus dans la discussion générale : MM. Lussy, *Rapporteur*; Paul Reynaud, Jacques Bardoux, Lussy, *Rapporteur*; Hamon, Lussy, *Rapporteur*; Clôture de la discussion générale (p. 3396); Art. 1<sup>er</sup> (*ibid.*); Amendement présenté par M. Fonlupt-Esperaber tendant à substituer à la date limite de 1945, celle du 10 juillet 1940 (*ibid.*); Retrait (p. 3397); Adoption de l'article premier (*ibid.*); Disposition additionnelle présentée par M. Louis Rollin tendant à faire porter l'enquête sur l'organisation de la défense nationale (*ibid.*); Retrait (p. 3398). — Art. 2 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Yves Péron tendant à substituer les mots : « Assemblée Nationale » au mot « Parlement » (p. 3400); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Yves Péron tendant à donner voix consultative aux membres non parlementaires de la Commission d'enquête (*ibid.*); Rejet (*ibid.*); Adoption de l'article 2 (*ibid.*); Art. 3 et 4 : Adoption (*ibid.*). — Adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3401); liste des votants (*ibid.*). = Ont pris part à la discussion des

articles : MM. Jacques Duclos, Fonlupt-Espe-  
raber, Grimaud, Charles Lussy, *Rapporteur* ;  
de Moro-Giafferri, Ramarony, Louis Rollin.

Nomination des membres parlementaires de  
la Commission d'enquête [17 septembre 1946]  
(A., p. 3754).

§ 5. — Proposition de loi de M. Mabrut  
et plusieurs de ses collègues tendant à com-  
pléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative  
à la nullité des actes de spoliation accomplis  
par l'ennemi ou sous son contrôle, présentée  
à l'Assemblée Nationale Constituante le  
23 juillet 1946 (renvoyée à la Commission  
de la justice et pour avis à la Commission  
des finances), n° 212 ; rapport le 28 août  
par Mme Poinso-Chapuis, n° 602. Avis le  
27 septembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Charles  
Barangé, n° 1084.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 6. — Proposition de résolution de  
M. Joseph Denais tendant à inviter le Gou-  
vernement à régler de manière équi-  
table les réparations dues pour réquisition  
immobilière effectuée par ou pour l'ennemi,  
présentée à l'Assemblée Nationale Consti-  
tuante le 25 juillet 1946 (renvoyée à la Com-  
mission de la reconstruction et pour avis à  
la Commission des finances), n° 260 ; rap-  
port collectif le 23 septembre (3<sup>e</sup> séance) par  
M. René Schmitt, n° 987 (voy. *Dommages de  
guerre*, §§ 1<sup>er</sup>, 3, 4, 6, 7, 9, 10. — *Recons-  
truction*, § 2).

§ 7. — Proposition de loi de Mme Poinso-  
Chapuis et plusieurs de ses collègues ten-  
dant à corriger certaines lacunes de la légis-  
lation sur la nullité des actes de spoliation  
accomplis par l'ennemi, présentée à l'As-  
semblée Nationale Constituante le 26 juil-  
let 1946 (renvoyée à la Commission de la  
justice et pour avis à la Commission des  
finances), n° 289 ; rapport le 28 août par  
Mme Poinso-Chapuis, n° 603. Avis de la  
Commission des finances le 27 septembre  
(2<sup>e</sup> séance) par M. Charles Barangé, n° 1085.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 8. — Proposition de résolution de  
Mme Péri et plusieurs de ses collègues  
tendant à inviter le Gouvernement à accorder  
une prime de huit mille francs aux ascen-  
dants, veuves et orphelins des patriotes  
tombés sur le territoire de France et  
d'outre mer, présentée à l'Assemblée Natio-  
nale Constituante le 9 août 1946 (2<sup>e</sup> séance)  
(renvoyée à la Commission des pensions et  
pour avis à la Commission des finances),  
n° 450 ; rapport le 12 septembre (2<sup>e</sup> séance)  
par Mme Péri, n° 790.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 9. — Proposition de résolution de  
M. Bouvier-O'Colttereau et plusieurs de ses  
collègues tendant à inviter le Gouvernement  
à indemniser les agriculteurs des pertes  
subies du fait des actes de l'ennemi ou des  
troupes alliées pendant la guerre 1939-1945,  
présentée à l'Assemblée Nationale Consti-  
tuante le 20 août 1946 (renvoyée à la Com-  
mission des finances), n° 487.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 10. — Proposition de résolution de  
M. Baumel et plusieurs de ses collègues  
tendant à inviter le Gouvernement à prendre  
rapidement les mesures nécessaires pour  
hâter le transfert des corps des victimes  
militaires et civiles de la guerre 1939-1945,  
présentée à l'Assemblée Nationale Consti-  
tuante le 22 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée  
à la Commission des pensions et pour avis  
à la Commission des finances), n° 500 ; rap-  
port collectif le 26 septembre (3<sup>e</sup> séance)  
par M. Segelle, n° 1074 (voy. *ci-dessus* §§ 1<sup>er</sup>  
et 2, *ci-dessous* §§ 12, 14 et 16).

§ 11. — Proposition de résolution de  
M. Defferre et plusieurs de ses collègues  
tendant à inviter le Gouvernement à ac-  
corder aux déportés et internés politiques  
victimes de spoliation, les réparations aux-  
quelles ils doivent pouvoir prétendre, pré-  
sentée à l'Assemblée Nationale Constituante  
le 22 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la

Commission des pensions civiles et militaires), n° 519.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 12. — Proposition de résolution de Mme Texier-La Houle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par la Nation les frais d'exhumation de transfert et d'inhumation définitive dans les lieux choisis par les familles de toutes les victimes de la guerre et de l'occupation, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 août 1946 (2<sup>e</sup> séance) (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 620; rapport collectif le 26 septembre (3<sup>e</sup> séance) par M. Segelle, n° 1074 (voy. *ci-dessus* §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 10, *ci-dessous* §§ 14 et 16).

§ 13. — Proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à retarder de six mois la date limite prévue par l'ordonnance du 14 novembre 1944 portant première application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 675.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 14. — Proposition de résolution de M. Penoy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par la Nation les frais d'exhumation, de transfert et d'inhumation définitive des personnes évacuées par ordre et décédées, victimes de la guerre en cours d'évacuation ou dans les localités de repli, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 septembre 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 734; rapport collectif le 26 septembre (3<sup>e</sup> séance) par M. Segelle, n° 1074 (voy. *ci-dessus* §§ 1<sup>er</sup>, 2, 10 et 12, *ci-dessous* § 16).

§ 15. — Projet de loi relatif aux cimetières militaires alliés de la guerre 1939-1945, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 septembre 1946 par M. Edouard Depreux, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), n° 748; rapport le 20 septembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Louis Marin, n° 943. Adoption sans débat le 21 septembre 1946. — Projet de loi n° 61.

Loi du 14 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* des 14 et 15 octobre.

§ 16. — Projet de loi relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 septembre 1946 (3<sup>e</sup> séance) par M. Laurent Casanova, Ministre des Anciens combattants et des Victimes de la guerre (renvoyé à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 994; rapport collectif le 26 septembre (3<sup>e</sup> séance) par M. Segelle, n° 1074 (voy. *ci-dessus* §§ 1<sup>er</sup>, 2, 10, 12 et 14). Adoption sans débat le 28 septembre 1946 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 75.

Loi du 16 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 17 octobre.

§ 17. — Projet de loi relatif à la liquidation des avoirs allemands situés en France, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 septembre 1946 par M. Robert Schuman, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances), n° 1129.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 18. — Voy. *Anciens combattants*, § 1<sup>er</sup>. — *Décorations*, § 1<sup>er</sup>. — *Emplois réservés*, §§ 3, 5. — *Fonctionnaires*, §§ 4, 16, 19.

## GUERRE D'ESPAGNE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant

à accorder la mention « mort pour la France » aux Français et Françaises tombés en Espagne dans les rangs de l'armée régulière de la République espagnole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n° 175; rapport le 19 septembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Gaston Julian, n° 911.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 2. — Proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux ayants droit des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-

1939, les avantages réservés aux veuves, ascendants et descendants de déportés politiques, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 30 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances) n° 292; rapport le 12 septembre (2<sup>e</sup> séance) par M. Gaston Julian, n° 791.

L'Assemblée n'a pas statué.

**GUINÉE FRANÇAISE.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 3.

**GUYANE FRANÇAISE.** — Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 1<sup>er</sup>.

